

ONU : La clameur contre le blocus américain de Cuba retentit (+photos)



La Havane, 29 oct (RHC) Un appel unanime contre le blocus américain de Cuba a été entendu mardi à New York, depuis l'Assemblée générale de l'ONU, par les voix de dizaines de représentants d'États

membres.

Lors de l'ouverture du débat convoqué par la plus grande île antillaise du forum, des groupes tels que l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) et l'Organisation de la Coopération Islamique ont appelé à mettre fin à la politique d'étouffement.

Les représentants de ces associations ont également demandé que Cuba soit retirée de la liste des sponsors présumés du terrorisme établie par le département d'État américain.

Le ministre brésilien des affaires étrangères, Mauro Vieira, a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur d'une solution fondée sur les principes de solidarité et de coopération.

« Nous croyons fermement que la fin de l'embargo sera fondamentale pour que Cuba puisse surmonter les défis auxquels elle est confrontée », a-t-il souligné.

Pour sa part, la délégation du Cameroun, qui dirige l'Organisation de la coopération islamique, a jugé contradictoire l'intensification du blocus après les 31 résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies pour y mettre fin.



De son côté, la Communauté des États de la Caraïbe (Caricom) a estimé que les mesures coercitives prises à l'encontre de l'île n'avaient aucune justification légitime.

« Les principes stipulés dans la Charte des Nations unies restent des piliers de la société civilisée et doivent donc être respectés par tous les États membres », a exigé le représentant de la Grenade au nom du groupe régional.

Pour l'ambassadeur permanent du Venezuela auprès de l'ONU, Samuel Moncada, le blocus est une politique anachronique en place depuis plus de 60 ans.



« Ce siège, en raison de son extraterritorialité, affecte tout pays ou entité qui entretient des relations économiques, commerciales ou financières légales et souveraines avec Cuba », a-t-il rappelé lors du

forum.

« Il est temps de corriger cette injustice historique et de mettre fin à un délire impérial qui impose ses lois nationales à l'ensemble de la communauté internationale », a insisté M. Moncada.

Le représentant permanent de la Russie auprès des Nations unies, Vasili Nebenzia, a formulé une demande similaire, avertissant que le blocus limite les droits de près de 200 États qui souhaitent entretenir des relations commerciales avec la nation antillaise.

« Nous partons du constat de la futilité absolue de ce qui est fait. Le blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba est une relique de la guerre froide et empêche l'interaction de Cuba avec les institutions multilatérales et sa pleine participation aux débats sur la coopération internationale et régionale », a-t-il déclaré.

Demain, mercredi, le forum des 193 nations votera sur la résolution proposée par Cuba, qui estime à cinq mille 56,8 millions de dollars les pertes dues au siège entre mars 2023 et le 29 février 2024 seulement.

Ce sera la trente-deuxième fois que l'Assemblée générale votera sur le projet cubain contre cet ensemble de mesures, qualifiées dans ces espaces d'insignifiantes et d'obsolètes. (Source : [Prensa Latina](#))

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/368580-onu-la-clameur-contre-le-blocus-america-in-de-cuba-retentit-photos>



Radio Habana Cuba